

54612



**ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ**

20, Avenue Appia
1211 GENÈVE 27
SUISSE

FAX: OMS (41.22) 791 07 46
TÉL: (41.22) 791 21 11



**ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET
LA CULTURE**

7, place Fontenoy
75352 PARIS 07
FRANCE

FAX: UNESCO (33.1) 45 67 16 90
TÉL: (33.1) 45 68 10 00

Réunion technique:

*L'Impact de la dévaluation du franc CFA
sur la santé et l'éducation*

Un an après: bilan pour l'action

Genève, 21 - 24 février 1995

Notice d'information sur la réunion

Ordre du jour provisoire

Liste provisoire des participants

Secrétariat de réunion

OMS

Chargé de la réunion:

Mr J. Perrot,
Division de la Coopération
intensifiée avec les Pays

Tél.: (41-22) 791 22 06 (direct)
Fax.: (41-22) 791 41 53
E-mail: PERROT@WHO.ORG

UNESCO

Chargé de la réunion:

Mr A. Lokisso,
Enseignement primaire
Division de l'Éducation de base

Tél.: (33-1) 45 68 10 35 (direct)
Fax.: (33-1) 40 65 94 05

Ce document est issu de la réunion technique sur *"l'impact de la dévaluation du franc CFA sur la santé et l'éducation"* mais n'est pas une publication de l'Organisation Mondiale de la Santé. Tous les droits sont réservés par l'Organisation. Le document peut toutefois être librement commenté, résumé, reproduit et traduit, partiellement ou en totalité, mais à l'exception de la vente ou pour un usage en liaison avec des activités commerciales.

Les opinions exprimées dans les documents par des auteurs cités nommément n'engagent que lesdits auteurs.



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ

20, Avenue Appia
1211 GENÈVE 27
SUISSE

FAX: OMS (41.22) 791 07 46
TÉL.: (41.22) 791 21 11



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET
LA CULTURE

7, place Fontenay
75352 PARIS 07
FRANCE

FAX: UNESCO (33.1) 45 67 16 90
TÉL.: (33.1) 45 68 10 00

Secrétariat de réunion

OMS
Chargé de la réunion:

Mr J. Perrot,
Division de la Coopération
intensifiée avec les Pays

Tél.: (41-22) 791 22 06 (direct)
Fax.: (41-22) 791 41 53
E-mail: PERROT@WHO.ORG

UNESCO
Chargé de la réunion:

Mr A. Lokisso,
Enseignement primaire
Division de l'Éducation de base

Tél.: (33-1) 45 68 10 35 (direct)
Fax.: (33-1) 40 65 94 05

Réunion technique:

L'Impact de la dévaluation du franc CFA sur la santé et l'éducation

Un an après: bilan pour l'action

Genève, 21 - 24 février 1995

NOTICE D'INFORMATION

1. CONTEXTE

La double crise (politique et économique) que traversent actuellement les pays africains, particulièrement ceux de la zone franc, à la suite de la dévaluation du franc CFA, est préoccupante, non seulement pour ces pays mais aussi pour leurs partenaires au développement.

Cette dévaluation, intervenue le 12 janvier 1994, a été un choc important dans les pays africains concernés. Ce choc a déjà eu et aura encore des conséquences qui dépassent les simples ajustements financiers de court terme. Depuis cette dévaluation, les pays concernés et les partenaires au développement mettent en place des mesures visant à protéger les populations, notamment les plus vulnérables, dans des domaines tels que la santé et l'éducation. Au niveau international, plusieurs initiatives ont été prises:

a) Dans le domaine de la santé, il faut noter: la réunion de Paris organisée par la Banque mondiale sur le secteur pharmaceutique (4 février 1994), la réunion organisée par l'OMS à Yaoundé (15-18 février 1994), la réunion à Abidjan des Ministres de la santé des pays africains de la zone franc (15-18 mars 1994) et la réunion d'Evian (29-30 avril 1994)...

b) Dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO a collecté des données auprès des éditeurs sur la problématique du livre. Elle a, par ailleurs, identifié les besoins des quatorze pays concernés en matière de production de manuels scolaires. Enfin, elle a organisé, du 6 au 10 février 1995, à Paris, des Assises de l'Afrique, dont le thème était "Le développement social : les priorités de l'Afrique". Ces Assises ont permis d'identifier les problèmes et les actions à prendre afin d'aider ces pays à surmonter leurs difficultés au rang desquelles figure la dévaluation du franc CFA.

Au niveau des pays concernés, des comités de suivi des effets de la dévaluation ont été mis en place: ils étudient et proposent des mesures adéquates pour faire face à la situation.

2. JUSTIFICATION

Si ces initiatives ont apporté des premières réponses de court terme, il faut aussi se préoccuper des effets à plus long terme de cette dévaluation et analyser les transformations plus profondes qui se manifestent dans tous les secteurs sociaux. Mal préparées, de telles transformations peuvent s'avérer catastrophiques pour certains groupes sociaux. Mais la dévaluation peut aussi être l'occasion d'introduire des changements majeurs dans l'organisation et le fonctionnement des secteurs sociaux, changements qui peuvent se révéler bénéfiques à terme pour les populations.

La prise de conscience par les pays africains de la zone franc de la nécessité de tels changements s'est clairement manifestée. Simultanément, tous ces pays demandent à leurs partenaires au développement de les accompagner dans ces réformes en leur apportant un soutien financier mais aussi, et peut-être surtout, un appui technique.

Il convient donc de mettre en place dès à présent un dispositif d'évaluation de l'impact des mesures engagées. Parce qu'il a été réellement important, le choc de la dévaluation se traduit par des impacts multiples et divers qu'il convient de bien analyser. Documenter ces impacts ne prend cependant tout son sens que dans le renforcement de l'action.

Un an après l'événement, le temps est venu d'examiner les premiers bilans et d'en tirer les leçons pour renforcer l'action de tous les acteurs oeuvrant dans ces secteurs. Dès lors, une concertation permettant de renforcer la volonté politique, de dégager des mesures d'accompagnement adéquates et de mobiliser des ressources s'impose au plus haut niveau.

C'est dans cette optique qu'une réunion commune aux deux secteurs sociaux de la santé et de l'éducation est organisée à Genève, du 21 au 24 février 1995 sur le thème de:

L'IMPACT DE LA DÉVALUATION DU FRANC CFA SUR LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION Un an après: bilan pour l'action

3. OBJECTIFS

Cette réunion aura un triple objectif:

- 3.1 Faire le point sur la situation des secteurs sociaux de la santé et de l'éducation dans tous les pays concernés, un an après la dévaluation;
- 3.2 Renforcer les capacités nationales dans une meilleure gestion de la dévaluation;
- 3.3 Renforcer l'action des différents partenaires au développement des pays concernés par une meilleure coordination de leurs interventions.

Cette réunion ne doit être qu'une étape d'un processus:

Si cette réunion doit marquer un temps fort de la réflexion et de la coordination entre les pays africains de la zone franc et leurs partenaires au développement, elle doit aussi déboucher sur la mise en place de mécanismes de suivi.

4. PARTICIPANTS

Parce que cette réunion se veut technique, un moment de concertation et de dialogue, et parce qu'elle vise à des actions intersectorielles concertées, les participants à cette réunion seront:

- Pour chacun des 14 pays africains de la zone franc, le Directeur Général du Ministère des Finances, le Directeur Général du Ministère de la Santé, le Directeur Général du Ministère de l'Éducation (ou leurs équivalents);

- Des techniciens de haut niveau des Organisations internationales et des Pays partenaires au développement (ou de leurs Agences de coopération);
- Pour accompagner la réflexion, certaines personnes ou organisations ressources ont été invitées.

5. ORGANISATION DE LA RÉUNION

5.1 Responsabilité générale de la réunion

- Secrétariat de coordination

Ce Secrétariat est chargé de la préparation et du suivi de la réunion. Il comprend:

a) des représentants de l'OMS (Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO), appuyée par le Programme d'Action pour les Médicaments essentiels (DAP), ainsi que par le Bureau régional pour l'Afrique, AFRO)

b) des représentants de l'UNESCO (Division de l'Éducation de base, appuyée par l'Institut International de Planification de l'Éducation (IPE) et les Bailleurs de Fonds pour l'Éducation en Afrique (DAE)).

- Comité de parrainage

Un Comité de parrainage a été formé; il comprend des partenaires au développement intéressés et disposés à apporter une contribution (documents de réflexion, soutien matériel et financier, personnes-ressources, etc.). Ce Comité s'est réuni à Paris le 25 octobre 1994, à l'UNESCO.

5.2 Déroulement des travaux

Cette réunion se déroulera entièrement en français. Les travaux de la réunion seront basés sur une double approche: approche sectorielle et approche intersectorielle.

a) Approche sectorielle:

Cette réunion devra permettre de:

- dresser un inventaire comparatif et analyser les mesures d'accompagnement qui ont été prises par les pays et les partenaires au développement aux lendemains de la dévaluation afin de préserver la santé et l'éducation des populations;
- apprécier, grâce à des études appropriées, les premiers impacts de la dévaluation et de ses mesures d'accompagnement sur le fonctionnement et le financement des systèmes sanitaires et éducatifs et donc sur le bien-être des populations;
- proposer des mesures visant à renforcer l'action de tous et les capacités nationales.

b) Approche inter-sectorielle:

Cette réunion devra permettre de:

- partager informations et analyses en vue d'harmoniser et de renforcer l'action sur le terrain;
- identifier des actions inter-sectorielles rendues encore davantage nécessaires du fait de la dévaluation du franc CFA.

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE DE LA RÉUNION

OMS ————— ————— UNESCO

Coordinateur de la réunion:

Dr M. Jancloes
 Directeur, Division de la
 Coopération intensifiée
 avec les Pays (ICO)

Chargé de la réunion:

Mr J. Perrot
 Division de la Coopération
 intensifiée avec les Pays (ICO)

Tel: (41 22) 791 22 06 (direct)
 Fax: (41 22) 791 41 53
 E-mail: PERROT@WHO.ORG

Coordinateur de la réunion:

Mr V. Ordonez
 Directeur de la Division
 de l'Éducation de base (ED/BAS)

Chargé de la réunion:

Mr A. Lokisso
 Enseignement primaire (ED/BAS/PE)
 Division de l'Éducation de base

Tel: (33 1) 45 68 10 35 (direct)
 Fax: (33 1) 40 65 94 05

Secteur Santé**En collaboration avec:**

- Programme d'Action pour les Médicaments
 Essentiels (OMS/HQ/DAP)

Mme P. Brudon-Jakobowicz
 Tel: (41 22) 791 35 12
 Fax: (41 22) 791 41 67

- OMS/Bureau Régional (AFRO) - Brazzaville

Dr L.G. Sambo
 Tel: (242) 83 38 60
 Fax: (242) 83 18 79

Secteur Éducation**En collaboration avec:**

- Institut International de Planification
 de l'Éducation (UNESCO/IIEPE)

Mr D. Oulai
 Tel: (33 1) 45 03 77 43
 Fax: (33 1) 40 72 83 66

- Bailleurs de Fonds pour l'Éducation en Afrique
 (UNESCO/DAE)

Mme R. Charron
 Tel: (33 1) 45 03 37 85
 Fax: (33 1) 45 03 39 65

E-mail:
 DSECRETARIAT1@WORLDBANK.ORG



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ

20, Avenue Appia
1211 GENÈVE 27
SUISSE

FAX: OMS (41.22) 791 07 46
TÉL.: (41.22) 791 21 11



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET
LA CULTURE

7, place Fontenoy
75352 PARIS 07
FRANCE

FAX: UNESCO (33.1) 45 67 16 90
TÉL.: (33.1) 45 68 10 00

Réunion technique:

*L'Impact de la dévaluation du franc CFA
sur la santé et l'éducation*

Un an après: bilan pour l'action

Genève, 21 - 24 février 1995

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Secrétariat de réunion

OMS

Chargé de la réunion:

Mr J. Perrot,

Division de la Coopération
intensifiée avec les Pays

Tél.: (41-22) 791 22 06 (direct)

Fax.: (41-22) 791 41 53

E-mail: PERROT@WHO.ORG

UNESCO

Chargé de la réunion:

Mr A. Lokisso,

Enseignement primaire
Division de l'Education de base

Tél.: (33-1) 45 68 10 35 (direct)

Fax.: (33-1) 40 65 94 05

PREMIÈRE JOURNÉE: 21 FÉVRIER

Matin:08h30 - 09h15: **Accueil des participants**

09h15 - 09h45:	Ouverture de la réunion Dr Hiroshi Nakajima, Directeur Général OMS Mr V. Ordonez, Représentant D.G. UNESCO (Salle du Conseil exécutif)
----------------	---

09h45 - 11h00:	Session plénière Présidents: Dr M.Jancloes, OMS - Mr V.Ordonez, UNESCO
----------------	---

- *"Analyse macro-économique de la dévaluation du franc CFA et de ses premiers résultats"*
Prof. P.Guillaumont, CERDI, Université de Clermont-Ferrand, France
- Commentaires de deux discutants africains et questions

11h00 - 11h30: **Pause café**

11h30 - 13h00:	Sessions sectorielles
----------------	------------------------------

SESSION "SANTÉ" (Salle C, 5ème Et.)

Président: Dr M.Jancloes, Facil.: Mme P.Brudon & Mr J.Perrot

- Présentation générale et fonctionnement des sessions sectorielles

- Thème: Synthèse des mesures prises au lendemain de la dévaluation dans le domaine de la santé

Cette session est consacrée à une analyse comparative des mesures prises par les pays et des actions soutenues par les partenaires au développement au lendemain de la dévaluation dans le but de protéger les populations

13h00 - 14h30: **Déjeuner****Après-midi:**

14h30 - 18h00:	Sessions sectorielles
----------------	------------------------------

SESSION "SANTÉ" (Salle C, 5ème Et.)

Président: Mme M.Helling-Borda, Facil.: Mme P.Brudon

Thème: "Le secteur pharmaceutique"

Le but de cette session est de faire le point sur les problèmes du secteur pharmaceutique et d'envisager les mesures complémentaires à mettre en oeuvre, tant dans le secteur public que privé: médicament essentiel générique, prix, production locale...

- Synthèse des études-pays sur le sujet

- Etudes spécifiques:

. "La centrale d'achat des médicaments essentiels au Bénin" Mr P.Hessou, CAME

. "L'accessibilité aux médicaments en Côte d'Ivoire" Dr B.Guessan Bi, DRSPAS du Sud

. "Les mécanismes de fixation des prix des médicaments dans le secteur privé en R.C.A." Mme M.Puzère, Ordre des pharmaciens

SESSION "EDUCATION" (Salle D, 7ème Et.)

Président: Mr V.Ordonez, Facil.: Mme R.Charron, DAB

- Présentation générale et fonctionnement des sessions sectorielles

- Thème: "Manuels, équipements et fournitures scolaires"
Document présenté par Mme D.Newton, ACDI

Cette session est consacrée à l'analyse de l'incidence de la dévaluation dans le domaine des manuels, des équipements et fournitures scolaires: évolution des prix, subventionnements, approvisionnement, production locale

SESSION "EDUCATION" (Salle D, 7ème Et.)

Président: Mr V.Ordonez, Facil.: Mr A.Lokisso

- Thème: "Formation" Document présenté par Mr J.-P.Tedga, Afrique-Education

Le but de cette session est de faire le point de l'incidence de la dévaluation sur la formation (au niveau national et à l'étranger) et sur le financement national et international

- Thème: "Conditions de travail des enseignants" Document présenté par Mr B.Thiam, Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation

Le but de cette session consiste à envisager l'incidence de la dévaluation sur l'exercice de la profession enseignante: salaires, retards de paiements, présence...

18h00:	Réception offerte par le Directeur Général de l'OMS (Salle du Restaurant)
--------	--

DEUXIÈME JOURNÉE: 22 FÉVRIER

Matin:

08h30 - 12h30: Sessions sectorielles

SESSION "SANTÉ" (Salle C, 5ème Et.)

Président: Mr A.Creese, Facil.: Mr J.Perrot

Thème: "La fréquentation des services de santé et le recouvrement des coûts"

Le but de cette session est de faire le point sur l'évolution, quantitative et qualitative, de la fréquentation des services de santé et sur les systèmes de recouvrement des coûts. Cette session discutera aussi de l'évolution des tarifs après l'arrêt du subventionnement des médicaments.

- Synthèse des études-pays sur le sujet

- Etudes spécifiques:

. "Evolution de la fréquentation des centres de santé au Bénin"

Dr L.Kessou, CREDESA

. "Evolution des tarifs au Tchad"

Dr W.Kessler, MSF-Belgique

12h30 - 14h00: Déjeuner

Après-midi:

14h00 - 18h00: Session plénière Président: Mr A.Damiba, BRED-UNESCO, Facil.: Mr A.Lokisso, UNESCO
(Salle du Conseil exécutif)

14h00 - 16h00:

- *"Analyse comparée des budgets de l'Etat pré- et post- dévaluation pour les secteurs de l'éducation et de la santé"*, Mr J.Bourdon et Mr F.Orivel, IREDU, Université de Bourgogne, France

Ce document cherche à montrer comment la dévaluation s'est répercutée dans les budgets de l'Etat pour les secteurs de la santé et de l'éducation après la dévaluation et s'il y a eu des différences selon les pays: part dans le budget de l'Etat, part des salaires et du fonctionnement, livres et médicaments...

- *"Evolution de l'aide extérieure suite à la dévaluation"*, Mr J.Perrot, OMS - ICO

Ce document cherche à montrer comment peut évoluer l'aide extérieure pour les pays africains de la zone au lendemain de la dévaluation et quelle est l'incidence de cette dernière sur les projets qui ont été mis en place avant la dévaluation

- *"Conversions de dette: maximiser les ressources pour les secteurs santé et éducation suite à la dévaluation"*, Mme T. Hofmann, The Debt-for-Development Coalition, Washington

Ce document envisage de quelles manières les techniques de conversion de la dette peuvent être une solution pour augmenter les ressources en direction de la santé et de l'éducation

16h00 - 16h30: Pause café

16h30 - 18h00:

- *"La dévaluation du franc CFA vue au travers de la presse: comment l'image de la dévaluation s'est transformée au cours du temps?"*, Mr R. de la Brosse, Institut PANOS - France

Comment la dévaluation a été médiatisée, quels ont été les thèmes abordés par la presse et a contrario quels ont été les domaines qui n'ont pas été discutés. Etude comparative dans les pays africains de la zone franc.

- Discutant (Radio France International) et débat

SESSION "EDUCATION" (Salle D, 7ème Et.)

Président: Mr V.Ordonez, Facil.: Mr D.Oulai, IPE

Thème: "La fréquentation scolaire"

Document présenté par Mr D.Robin, Centre international d'Etudes pédagogiques

Le but de cette session consiste à faire le point sur l'évolution de la fréquentation scolaire suite à la dévaluation: évolution des nouvelles inscriptions à la rentrée, abandons, scolarisation des filles, transferts public-privé..., avec un accent particulier sur l'école primaire

Thème: "Synthèse des études-pays"

Documents présentés par Mr J.Bourdon et F.Orivel
IREDU, Université de Bourgogne, France

. Interventions spécifiques des pays et des bailleurs

. Proposition d'un cadre d'action

. Synthèse générale présentée par M V.Ordonez

TROISIÈME JOURNÉE: 23 FÉVRIER

Matin:

08h30 - 12h30: **Session plénière** Président: Dr M. Jancloes, OMS, Facilit.: Dr D. Ray, OMS (Salle du Conseil)

- UNICEF: *"Dévaluation du franc CFA et situation des groupes vulnérables"*,
Mr K. Liman-Tinguiri, Abidjan

Ce document réalisé par le Bureau régional de l'UNICEF à Abidjan fait le point sur la situation des femmes et des enfants dans les pays de la zone CFA, analyse les effets de la dévaluation sur la malnutrition et sur l'allocation des dépenses des ménages, étudie les stratégies de survie des familles et propose des politiques et réformes sectorielles

- Institut du Sahel: *"Impact de la dévaluation du franc CFA sur l'accès des populations à l'éducation et à la santé: cas du Mali"*, Mr A. Koita, Bamako

Ce document met en évidence l'incidence de la dévaluation sur l'accès des populations à la santé et à l'éducation compte tenu des adaptations de comportements et de stratégies des populations

- ORSTOM-Montpellier (Centre collaborateur OMS): *"Impact de la dévaluation sur l'alimentation du jeune enfant"*, Mr B. Maire et Mr F. Depeuch, Laboratoire de nutrition tropicale

Ce document analyse l'impact de la dévaluation sur l'alimentation de complément du jeune enfant et les comportements familiaux. A partir d'exemples concrets, ce document permet de mieux comprendre les transformations qui s'opèrent.

- Présentation du document *"Perspectives pour des actions inter-sectorielles"*, Secrétariat de la réunion, OMS - UNESCO

Ce document préparé par le Secrétariat de la réunion propose des pistes pour des actions inter-sectorielles qui sont susceptibles de renforcer les actions directement sectorielles. Il prépare également les travaux de groupes de l'après-midi

12h30 - 14h00: Déjeuner

Après-midi:

14h00 - 16h30: **Sessions thématiques**

4 groupes de travail inter-sectoriels

- **Groupe I:** Modérateur: Mr A. Lokisso, UNESCO
(Salle D, 7^{ème} Et.) L'articulation des politiques de formation dans le secteur de la santé avec les politiques nationales en matière d'éducation: bourses, pôles d'excellence...

- **Groupe II:** Modérateurs: Dr D. Benbouzid, OMS - Mr A. Damiba, BRED
(Salle E110, RdC) Une meilleure articulation "Santé - Nutrition - Ecole" comme moyen d'éviter les phénomènes de nouvelle pauvreté

- **Groupe III:** Modérateur: Mr G. Carrin, OMS - Mr D. Oulai, IPE
(Salle C, 5^{ème} Et.) Les faisabilités d'une approche inter-sectorielle (santé et éducation) des allocations budgétaires, y compris l'examen de l'initiative des Nations Unies "20%/20%"

- **Groupe IV:** Modérateurs: Mme L. Jallade, UNESCO - Mme P. Brudon, OMS
(Salle G, 8^{ème} Et.) L'utilité d'un meilleur partage des outils techniques: mécanismes de concertation, appels d'offre internationaux, renégociation des projets, méthodologie des études d'impacts de la dévaluation, production locale...

16h30 - 17h00: Pause café

17h00 - 18h00: **Synthèse des travaux de la réunion** (Salle du Conseil exécutif)

La synthèse des travaux de la réunion sera faite sous forme d'une *"Table ronde"* où un animateur amènera les observateurs et rapporteurs à rendre compte des discussions, en privilégiant la comparabilité entre les deux secteurs

QUATRIÈME JOURNÉE: 24 FÉVRIER

Matin:

09h00 - 11h00: Session plénière (Salle du Conseil exécutif)	Présidents:	Dr J.-P. Jardel, ADG - OMS Mr J.-C. Tedesco, Directeur - UNESCO/BIE
---	-------------	--

- Le point de vue sur cette réunion par les 14 représentants des Ministères des Finances des pays africains de la zone franc: présentation commune

Les représentants des Ministères des Finances feront part de la manière dont ils pensent traduire les principales conclusions de cette réunion technique

- **Quel suivi donner à cette réunion?**

Cette réunion doit aussi être l'occasion de réfléchir à la mise en place de mécanismes de suivi permettant de mieux tirer profit de la réunion: articulation avec d'autres réunions programmées, mise en place d'une cellule ou d'un réseau de suivi, programme concerté et coordonné d'études sur l'impact de la dévaluation, rédaction d'un document sur les actions à prendre au lendemain d'une dévaluation, opportunité d'une prochaine réunion...

Points de vue des pays et des partenaires au développement

11h00 - 11h30: Pause café

11h30 - 12h30: Clôture de la réunion	Dr J.-P. Jardel, ADG - OMS Mr J.-C. Tedesco, Directeur - UNESCO/BIE
---	--



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ

20, Avenue Appia
1211 GENEVE 27
SUISSE

FAX: OMS (41.22) 791 07 46
TÉL.: (41.22) 791 21 11



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET
LA CULTURE

7, place Fontenoy
75352 PARIS 07
FRANCE

FAX: UNESCO (33.1) 45 67 16 90
TÉL.: (33.1) 45 68 10 00

Secrétariat de réunion

OMS

Chargé de la réunion:

Mr J. Perrot,

Division de la Coopération
intensifiée avec les Pays

Tél.: (41-22) 791 22 06 (direct)

Fax.: (41-22) 791 41 53

E-mail: PERROT@WHO.ORG

UNESCO

Chargé de la réunion:

Mr A. Lokisso,

Enseignement primaire
Division de l'Éducation de base

Tél.: (33-1) 45 68 10 35 (direct)

Fax.: (33-1) 40 65 94 05

Réunion technique:

*L'Impact de la dévaluation du franc CFA
sur la santé et l'éducation*

Un an après: bilan pour l'action

Genève, 21 - 24 février 1995

LISTE PROVISOIRE DES PARTICIPANTS

PARTICIPANTS PAR PAYS DES MINISTERES DE LA SANTE

(liste au 15 février 1995 8h25)

BENIN	Dr Georgette DOSSOU	Directrice de Cabinet, Ministère de la Santé, Cotonou, Bénin
BURKINA FASO	Dr Yacouba ZINA	Secrétaire Général, Ministère de la Santé, Ouagadougou, Burkina Faso
CAMEROUN	Mr Emmanuel BONDE	Secrétaire Général, Ministère de la Santé publique, Yaoundé, Cameroun
COMORES	Mr Chaibou Bedja ABDOU	Secrétaire Général, Ministère de la Santé, Moroni, Comores
CONGO	Dr Gabriel MOUNTOU	Directeur Général de la Santé Publique, p.i., Ministère de la Santé et de la Population, Brazzaville, Congo
COTE D'IVOIRE	Prof. Guillaume LOUKOU	Directeur Général des Services Sanitaires et Sociaux, Ministère de la Santé Publique et des Affaires Sociales, Abidjan, Côte d'Ivoire
GABON	Dr Samuel EDZANG	Directeur Général, Ministère de la Santé et de la Population, Libreville, Gabon
GUINÉE EQUATORIALE	Dr Manuel NGUEMA NTUTUMU	Directeur Général de la Santé publique, Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, Malabo, Guinée équatoriale
MALI	Dr Zakaria MAIGA	Secrétaire Général, Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées, Bamako, Mali
NIGER	Dr Amsagana Maïna BOUKAR	Secrétaire Général, Ministère de la Santé Publique, Niamey, Niger
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Dr David DOFARA	Directeur Général de la Santé Publique et de la Population, Bangui, Rép. Centrafricaine
SENEGAL	Mr Bandougou SYLLA	Directeur de Cabinet du Ministre de la Santé et de l'Action Sociale, Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, Dakar, Sénégal.
TCHAD	Mr Mahamat LOUANI	Directeur Général, Ministère de la Santé Publique, N'Djamena, Tchad
TOGO	Dr Essosolem BATCHASSI	Directeur Général de la Santé, Ministère de la Santé et de la Population et de la Solidarité Nationale, Lomé, Togo.

PARTICIPANTS PAR PAYS DES MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION
(liste au 18 février 1995 11h43)

BENIN	Mr Léopold K. FAKAMBI	Directeur de Cabinet, Ministère de l'Éducation nationale, Cotonou, Bénin
BURKINA FASO	Mr Mamadou BOLY	Directeur de l'Enseignement de Base, Ministère de l'Éducation de Base, Ouagadougou, Burkina Faso
CAMEROUN	Mr Michel ZOAH	Secrétaire Général, Ministère de l'Éducation Nationale, Yaoundé, Cameroun
COMORES	Mr Mbae TOIMIMOU	Directeur Général des Enseignements, Ministère de l'Éducation nationale et des Enseignements techniques et professionnels, Moroni, Comores
CONGO	Mr Marie Joseph MALLALI-YOUGA	Directeur des Études de la Planification Scolaire et Universitaire, Ministère de l'Éducation Nationale, Brazzaville, Congo
COTE D'IVOIRE	Mr Norbert ANNEY KABLAN	Directeur de Cabinet, Ministère de l'Éducation Nationale, Abidjan, Côte d'Ivoire
GABON	Mme Jeanne NYALENDO	Directrice Générale de l'Enseignement et de la Pédagogie, Ministère de l'Éducation, Libreville, Gabon
GUINÉE EQUATORIALE	Mr Antolin NGUEMA NLANG	Directeur Général de la Programmation et de la Planification, Ministère de l'Éducation, Malabo, Guinée équatoriale
MALI	Mr Abdoulaye KY	Secrétaire Général, Ministère de l'Éducation de Base, Bamako, Mali
	Mr Daouda DIALLO	Chargé de mission, Ministère des Enseignements secondaires, supérieurs et de la rech. scientifique, Bamako, Mali
NIGER	Mr Ibrahim Konate KARMAGO	Secrétaire Général, Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Niamey, Niger
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Mr Djibrine SALL	Directeur général des enseignements, Ministère des Enseignements, de la Coordination de la Recherche et de la Technologie, Bangui, Rép. Centrafricaine
SENEGAL	Mr Gorgui Yérim FALL	Directeur de Cabinet du Ministre de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Éducation Nationale, Dakar, Sénégal
TCHAD	Mr Abakar ABDEL-HAMID	Directeur Général, Ministère de l'Éducation Nationale, N'Djamena, Tchad
TOGO	Mr E.K.M. ABGOBLI	Directeur Général de la Planification de l'Éducation, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, Lomé, Togo

PARTICIPANTS PAR PAYS DES MINISTERES DES FINANCES

(liste au 18 février 1995 11h43)

BENIN	M. Yaya OROU-GUIDOU	Directeur de Cabinet, Ministère des Finances, Cotonou, Bénin
	M. DAGBA RETHICE	Secrétaire technique de la Commission nationale de Suivi de l'Application du PAS Cotonou, Bénin
BURKINA FASO	Mme Noëlie ZONGO	Direction Générale du Trésor, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Ouagadougou, Burkina Faso
CAMEROUN	Mr Isidore ATEBA	Administrateur du Projet Dimensions Sociales de l'Ajustement, Ministère de l'Economie et des Finances, Yaoundé, Cameroun
	Mr Pierre BODOU	Chargé de mission, Service du Premier Ministre Yaoundé, Cameroun
COMORES	Mr Yahaya Ahmed HOUMAD	Directeur Général du Budget, Ministère des Finances et du Budget, Moroni, Comores
CONGO	Mr Antoine OLENGOBA	Attaché Economique du Ministre des Finances et du Budget, Ministère des Finances et du Budget, Brazzaville, Congo
GABON	Mr Hilaire ADIAHENO	Secrétaire Général, Ministère du Plan et des Finances, Libreville, Gabon
GUINÉE EQUATORIALE	Mr Guillermo NGUEMA ELA	Secrétaire Général, Ministère des Finances, Malabo
MALI	Mr Mamadou DEMBELE	Conseiller Technique, Ministère des Finances et du Commerce, Bamako, Mali
NIGER	Mme Haïdari BALKISSAM RABIOU	Directrice Générale du Budget, Ministère des Finances et du Plan, Niamey, Niger
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Mr Léon Gabriel BANGO	Chargé de Mission, Secrétariat d'Etat au Plan, Ministère des Finances, du Plan et de la Coopération internationale, Bangui, Rép. Centrafricaine
SENEGAL	Mr Abdou Bame GUEYE	Directeur Général des Finances, Ministère des Finances, Dakar, Sénégal
TCHAD	Mr Issa MGARBASSA	Secrétaire Général, Ministère des Finances, N'Djamena, Tchad
TOGO	Mme Nadou ADJOGBOVIE	Administrateur Civil en Chef de la Direction de l'Economie, Chef de la Division Relations Economiques et Financières, Ministère de l'Economie et des Finances, Lomé, Togo

BUREAU REGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE

AFRO	Dr L. G. SAMBO	Chef, Coordination de la Stratégie de la Santé (HSC), Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional pour l'Afrique, Brazzaville, Congo
BENIN	Dr P. KAMBIRE	Représentant de l'OMS à Cotonou, BENIN
BURKINA FASO	Dr M. SIDATT	Représentant de l'OMS à Ouagadougou, BURKINA FASO
CAMEROUN	Dr G. IMBOUA-BOGUI	Représentant de l'OMS à Yaoundé, CAMEROUN
COMORES	Dr J. WRIGHT	Représentant de l'OMS à Moroni, COMORES
CONGO	Dr N. DOUMTABA	Représentant de l'OMS à Brazzaville, CONGO
COTE D'IVOIRE	Dr B. LALA	Remplaçant du Représentant de l'OMS à Abidjan, COTE D'IVOIRE
GUINEE EQUAT.	Dr A. BRUN	Représentant de l'OMS à Malabo, GUINEE EQUATORIALE
MALI	Mr A. MINYANGADOU	Bureau de la Représentation de l'OMS à Bamako, MALI
NIGER	Dr P.M. YANKALBE	Représentant de l'OMS à Niamey, NIGER
R.C.A.	Dr S. B. KOUO EPA	Représentante de l'OMS à Bangui, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
SENEGAL	Dr M. DEMBELE	Représentant de l'OMS à Dakar, SENEGAL
TCHAD	Dr C. HAKIZIMANA	Représentant de l'OMS à N'Djamena, TCHAD
	Dr D. GRANGA	Responsable technique, Bureau du Représentant de l'OMS à N'Djamena, TCHAD
TOGO	Dr L. F. BARRY	Représentante de l'OMS à Lomé, TOGO

SECRETARIAT OMS

Docteur Hiroshi NAKAJIMA	Directeur général
Dr F. S. ANTEZANA	Sous-Directeur général
Dr J.-P. JARDEL	Sous-Directeur général
Mr H. BENAZIZA	Division de la Promotion de la Santé (HPR)
Dr D. BENBOUZID	Division de l'Alimentation et de la Nutrition (NUT)
Dr O. L. BRASSEUR	Division de la Coopération technique, Programme de Lutte contre le SIDA (GPA/TCO-PMT)
Mme P. BRUDON	Programme d'Action pour les Médicaments essentiels (DAP)
Dr G. CARRIN	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
Mr A. CREESE	Division du Renforcement des Services de Santé (SHS)
Dr D. EGGER	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
Dr V. HABİYAMBERE	Programme d'Action pour les Médicaments essentiels (DAP)
Mme M. HELLING-BORDA	Programme d'Action pour les Médicaments essentiels (DAP)
Dr M. JANCLOES	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
Mr J.A. JORGENSEN	Division des Affaires interinstitutions (INA)
Dr I. S. KICKBUSCH	Division de la Promotion de la Santé et de l'Education et de la Communication (HPR)
Mme C. LANDON	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
M. R. LECLAIR	Information sur la Santé et Relations Publiques (HPR/INF)
Dr J. MARTIN	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
Dr D. RAY	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
M. J. PERROT	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
M. G. PRESTHUS	Division de la Coopération intensifiée avec les Pays (ICO)
Dr T. SODOGANDJI	Programme d'Action pour les Médicaments essentiels (DAP)
M. Ph. STROOT	Information sur la Santé et Médias (INF)
Dr E. TARIMO	Division du Renforcement des Services de Santé (SHS)

Dr E. VAN PRAAG	Appui aux Soins de Santé, Programme de Lutte contre le SIDA (GPA/HCS-TCO)
2 personnes	HRH
2 personnes	Cabinet du DG
1 personne	RMB
M. J.-M. CHAPELLE	Consultant pour POMS
M. J. DUMOULIN	Consultant pour POMS (IREPD)
M. J.-P. FOIRRY	Consultant pour POMS (CERDI)
M. J. MATHONNAT	Consultant pour POMS (CERDI)
M. S. OUATTARA	Consultant, Agence de Presse SYFIA, Montpellier
M. P. RESS	Consultant, Agence de Presse MAXIMEDIA
M. K. TLATLI	Consultant, Presse africaine

Mme C. DESIGAUD	Secrétaire de la Réunion technique (ICO)
Mme M. SMITH	Secrétaire de la Réunion technique (ICO)

SECRETARIAT UNESCO

M. M. McCOWEN	Division des Politiques et de l'Analyse sectorielle, UNESCO, Paris
M. A. DAMIBA	BREDA (UNESCO), Dakar
Mme L. JALLADE	Division des Politiques et de l'Analyse sectorielle, UNESCO, Paris
M. A. LOKISSO	Division de l'Education de base (EB/BAS/PE), UNESCO, Paris
Mr . MALHOTRA	Représentant de l'UNESCO auprès des Nations Unies, Genève
Mr V. ORDONEZ	Directeur, Division de l'Education de base (ED/BAS), UNESCO, Paris
Mr D. OULAI	Institut International de Planification de l'Education (UNESCO/IICE), Paris
M. J. C. TEDESCO	Directeur, B.I.E., Genève
une secrétaire	B.I.E., Genève

SECRETARIAT DAE (Bailleurs de Fonds pour l'Education en Afrique - Paris)

Mme R. CHARRON	Spécialiste principale de programme
M. Ch. SHAW	Secrétaire exécutif

**PARTICIPANTS DES INSTITUTIONS/AGENCES OU PAYS,
BAILLEURS DE FONDS**

Liste au 19 février 1995

ACDI (CANADA)	Mme Colette LACHANCE, Division Santé Mme Joanna ZUMSTEIN, Division Education et Formation	Agence Canadienne de Développement International (ACDI) Hull, Quebec, K1A 0G4
AGCD (BELGIQUE)	M. Jean-Pierre LOIR	Administration Générale de la Coopération au Développement, (AGCD) Ministère des Affaires Etrangères du Commerce Extérieur et de la Coopération au Développement B-1000 Bruxelles
BAD	M. T.T. KABOMBE, Chef de Division Economie des pays; M. T.B. ILUNGA, Analyste Principal en Santé; Mme M. PAL, Expert en politique sociale.	Banque Africaine de Développement (BAD) Abidjan 01, Côte d'Ivoire
BCEAO	M. Lubin DOE, Directeur-adjoint de 1ère classe	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) Direction centrale des Études et de la Prévision Dakar, Sénégal
BANQUE MONDIALE	M. Roger KEY, Economiste, Département de l'Afrique centrale et occidentale Dr Yves GENEVIER, Spécialiste en Santé publique	Banque Mondiale (WB) Africa Region Washington, D.C. 20433, USA
BIT	Mme Maria KUIPER	Bureau International du Travail (BIT) CH-1211 Genève 22
COMMISSION EUROPEENNE	Gilles HERVIO	Commission Européenne (CE) Direction Générale du Développement B-1049 Bruxelles

COMMISSION ECONOMIQUE DES N.U. POUR L'AFRIQUE	M. Mbaye DIOUF Administrateur, chargé de la Division du Commerce et du financement du développement	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) Addis Abbeba, Ethiopie
CONFEMEN	M. Bougouma NGOM Secrétaire Technique général	Conférence des Ministres de l'Education des Pays ayant le français en partage (CONFEMEN) Secrétariat Technique permanent Dakar, Sénégal
CRDI (CANADA)	M. Daniel LE TOUZE, Spécialiste principal de Programme M. Sibry TAPSOBA, Administrateur principal de Programme (Bureau Régional de Dakar)	Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) Bureau Régional pour l'Afrique centrale et occidentale Annexe Dakar, Sénégal
DDC	Ms Tina HOFMANN, Vice-Présidente et Directrice des Affaires légales (<u>orateur aussi</u>)	The Debt-for-Development Coalition Inc. (DDC) Washington, D.C. 20036, USA
FNUAP	Mme Suzanne BOCOUM M. Claude GEORGES Conseillers régionaux Division Afrique	Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) Division Afrique Equipe d'Appui du FNUAP 1 Dakar, Sénégal
FRANCE - MINISTERE DE LA COOPERATION	Mme PANIER Division de l'Enseignement, de la Culture et de la Recherche M. Jean-Marie BRUNO, Sous- Directeur de la Santé et du Développement social	Ministère de la Coopération française Direction du Développement F-75700 Paris 07
OUA	M. Venant WEGE NZOMWITA, Observateur permanent adjoint, Bureau de l'OUA à Genève M. Aziz FARAG, Conseiller (Affaires du travail), Bureau de l'OUA à Genève	Bureau de Monsieur l'Observateur permanent de l'Organisation de l'Unité Africaine auprès de l'Office des N.U. à Genève (OUA) CH-1218 Grand-Saconnex/GE
PAM	M. Sanda MAINA, Administrateur principal des projets	Bureau régional de l'Afrique de l'ouest, Dept. des Opérations I-Rome

PNUD-UNV	<p>M. B. J.V. SANHOUDI, Chef, Section Afrique M. W. ANDRIANASOLO, Chargé de Programme, Division du Développement participatif</p>	<p>PNUD-UNV Palais des Nations CH-1211 Genève 10</p>
DDA (SUISSE)	<p>Mr P. FELLAY (DDA) Mr M. GRESSOT (DDA) M. J.-P. GONTARD (IUED)</p>	<p>Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire (DDA) Section Questions économiques 3003 BERNE</p>
UNICEF	<p>M. Kiari LIMAN-TINGUIRI, Conseiller économique régional Bureau régional UNICEF pour l'Afrique de l'ouest et centrale; <u>(orateur aussi)</u> Dr Kasa PANGU, Conseiller principal pour la gestion des services de santé, Bureau UNICEF de New York; Dr Christian VOUMARD, Conseiller principal pour les programmes de santé, Bureau UNICEF de Genève.</p>	<p>Bureau de l'UNICEF pour l'Afrique de l'ouest et centrale Abidjan 04, Côte d'Ivoire</p> <p>Bureau de l'UNICEF de New York UNICEF House New York, N.Y. 10017</p> <p>Bureau de l'UNICEF pour l'Europe CH-1209 Petit-Saconnex/Ge</p>
UNIVERSITE LAVAL / UNIVERSITE DE MONTREAL (QUEBEC)	<p>M. Denis PINSONNAULT, Directeur des Opérations, Centre de coopération international en santé et développement (CCISD), Québec; M. Pierre FOURNIER, Directeur de l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal.</p>	<p>Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) Faculté de Médecine, Université Laval, Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4</p> <p>Faculté de médecine Montréal (Québec) H3C 3J7</p>
USAID	<p>M. Alex ROSS Mme Karen TIETJEN</p>	<p>U.S. Agency for International Development, USAID Africa Bureau Washington, D.C.</p>

PARTICIPANTS PRESENTANT UNE ETUDE

M. J. BOURDON	IREDU, Université de Bourgogne, Dijon, France
M. R. de la BROSSE	PANOS, Paris
M. F. DELPEUCH	Laboratoire de Nutrition Tropicale, ORSTOM, Montpellier, France
Dr G. B. GUESSAN BI	DRSPAS du Sud, Abidjan, Côte d'Ivoire
M. P. GUILLAUMONT	CERDI, Université de Clermont-Ferrand, France
Mr P. HESSOU	CAME, Cotonou, Bénin
Mme T. HOFMANN*	DEBT-FOR-DEVELOPMENT COALITION, Washington, USA
Dr W. KESSLER	Médecins Sans Frontières-Belgique, Bureau de N'Djamena, Tchad
M. L. KESSOU	CREDESA, Cotonou, Bénin
M. A. KOITA	Institut du Sahel, Bamako, Mali
M. K. LIMAN-TINGUIRI*	UNICEF, Abidjan, Côte d'Ivoire
M. B. MAIRE	Laboratoire de Nutrition Tropicale, ORSTOM, Montpellier, France
Mme D. NEWTON	Consultante ACDI, Canada
M. F. ORIVEL	IREDU, Université de Bourgogne, Dijon, France
Mme M. PUZERE	Ordre des Pharmaciens, Bangui, République Centrafricaine
M. A. ROBIN	Consultant UNESCO, Paris
M. J.-P. TEDGA	AFRIQUE-EDUCATION, Paris
M. B. THIAM	Comité Syndical Francophone de l'Education et de la Formation
2 personnes	RADIO FRANCE INTERNATIONAL, Paris

* Personnes figurant aussi sur la liste des participants des Institutions